



CERCLE FREDERIC BASTIAT

Fichier audio

17 Liberté et responsabilité clés du problème social.mp3

Transcription

Chers étudiants, bonjour. Dans une lettre à Alphonse de Lamartine en 1845, Bastiat écrit que toute sa philosophie tient dans un seul et unique principe : la liberté est la meilleure des organisations sociales. Mais il ajoute cependant une condition : Que la loi ne vienne pas supprimer les conséquences positives ou négatives des actions de chacun, c'est le principe corollaire de la responsabilité. Autrement dit, liberté et responsabilité ne peuvent être séparées, elles sont indissociables.

Le libéralisme se distingue du socialisme par la conviction que la liberté ne peut exister sans la responsabilité. Mais à quelle réalité recouvrent exactement les mots de liberté et de responsabilité ? La liberté se définit essentiellement d'une manière négative. Être libre, c'est agir sans coercition extérieure, dans l'exercice de ses propres droits. Pourtant, cela ne veut pas dire absence de toute contrainte, car la liberté appelle la réciprocité.

Elle nous impose également d'agir sans porter atteinte à la propriété d'autrui et donc de réparer les préjudices commis le cas échéant. Et c'est cela la responsabilité. La responsabilité représente donc en quelque sorte le versant positif de la liberté. Dans la mesure où l'on agit librement, on doit supporter les conséquences de nos propres actes, bonnes ou mauvaises.

Or, la responsabilité individuelle est à la fois un grand vecteur de créativité et une incitation à la prudence et à la prévoyance. Quand on dépense son propre argent, on fait attention à ne pas trop s'endetter, à vérifier la qualité des produits, la fiabilité de ses fournisseurs, au risque de se voir lourdement puni. Telle est la puissance de la responsabilité alliée à la liberté, et elle est le véritable moteur du progrès social.

Mais d'où vient alors le phénomène de l'irresponsabilité ou de la déresponsabilisation ? Frédéric Bastien nous indique une réponse à cette question, une réponse d'ordre politique. Il dit, je le cite : "L'intervention de l'État nous enlève le gouvernement de nous-mêmes." fin de citation. En effet, l'étatisme réduit sans cesse l'initiative privée et le libre choix des gens.

Il fait à leur place ce que les personnes pourraient faire elles-mêmes et bien mieux. Il soustrait ainsi des individus aux conséquences de leurs actes et, ce faisant, il détruit la responsabilité. Selon Bastia, l'hypertrophie des lois et l'intervention excessive de l'Etat ont pour conséquence d'engendrer une lutte pour le pouvoir, la spoliation, les privilèges, les monopoles, les guerres, Bref, tout ce qui fait obstacle au progrès de la civilisation.



CERCLE FREDERIC BASTIAT

Le risque qu'il y a à vouloir trop favoriser la voie de la loi ou du contrôle bureaucratique, c'est de décourager toute motivation en imposant une avalanche de contraintes et ainsi de se priver des multiples progrès que permettent l'initiative privée et le libre choix. Illustrons cette question avec quelques grands sujets d'actualité. Premier exemple, la crise de 2008.

Pendant des années, les dirigeants de la politique monétaire ont expliqué que si les gains sont privatisés lorsque tout va bien, les pertes seront mutualisées en cas de faillite : renflouement, plan de sauvetage, manipulation des taux d'intérêt, planche à billets, etc. Ce faisant, ils ont créé un aléa moral, ils ont facilité une prise de risque déraisonnable et ont incité le monde de la finance à se comporter de façon irresponsable.

et nous ont précipités dans cette crise que nous avons connue. Le phénomène se répétera indéfiniment tant que les banques resteront sous la domination d'autorités centrales censées les protéger tout en leur retirant toute autonomie de décision et de fonctionnement. Prenons un autre exemple, les services publics. Chaque service public impose les préférences d'une élite bureaucratique au détriment du libre choix individuel.

Cela conduit à deux conséquences selon Bastia. Le citoyen cesse d'exercer un libre contrôle sur ses propres satisfactions et, n'en ayant plus la responsabilité, naturellement, il cesse d'en avoir l'intelligence. toute loi écrite est coercitive et elle est la même pour tous. Elle ne tient aucun compte des situations particulières, des besoins et des préférences de chaque citoyen.

Enfin, le service public est une cause d'immobilisme. En effet, quand les services privés deviennent publics, ils échappent à la concurrence. Par conséquent, dit Bastien, je le cite, "le fonctionnaire est dénué de ce stimulant qui pousse au progrès". Quand on observe par exemple le service public de l'Éducation nationale, on comprend ce que Bastia veut dire. Il décharge la grande majorité des parents du poids de l'éducation de leurs enfants, réduisant l'école à une garderie. Par ailleurs, il n'incite pas les professeurs à l'innovation, à la prise de risques, car dans un tel système, ils ne sont que les exécutants d'un programme conçu sans eux par des bureaucrates.

Enfin, il ignore la réalité des besoins particuliers de chacun. Nous le verrons dans un autre cours, les seuls services publics légitimes d'un État, selon Bastia, sont au nombre de trois : l'armée, la police, la justice. Mais pour conclure sur la responsabilité, le problème de l'intervention de l'État, c'est que ceux qui prennent des décisions ne sont pas ceux qui en subissent les conséquences.

Autrement dit, Les choix collectifs ne sont pas des choix responsables puisque, d'une part, ils n'entraînent aucune prise de risque pour les décideurs et que, d'autre part, ils forcent les autres à en subir certaines conséquences, ce qui est aussi désastreux qu'immoral.